

Normandie Stat's

Bulletin trimestriel de l'emploi, du marché du travail et des politiques d'emploi de la Direccte de Normandie

N° 16 - août 2018

Le marché du travail au 2e trimestre 2018

Au deuxième trimestre 2018, en Normandie, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit en moyenne sur le trimestre à 167 420. Ce nombre baisse de 0,2 % sur le trimestre (soit -270 personnes) et de 2,4 % sur un an.

En France métropolitaine, ce nombre augmente de 0,1 % ce trimestre (-1,3 % sur un an).

En Normandie, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) s'établit en moyenne à 289 220 au deuxième trimestre 2018. Ce nombre baisse de 0,5 % sur le trimestre (soit -1 320 personnes) et est stable sur un an.

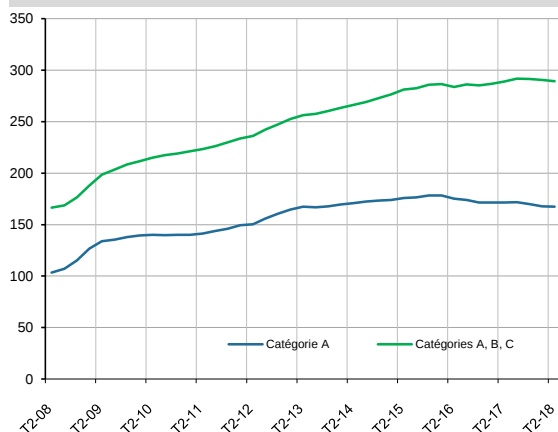
En France métropolitaine, ce nombre augmente de 0,1 % ce trimestre (+1,4 % sur un an).

	DE catégorie A (moyenne trimestrielle CVS-CJO*)		DE catégories A, B, C (moyenne trimestrielle CVS-CJO*)	
	2e trim. 2018	Évolution sur un trimestre (%)	2e trim. 2018	Évolution sur un trimestre (%)
Calvados	33 920	+ 1,1	59 100	- 0,1
Eure	31 050	+ 1,0	53 430	- 0,4
Manche	18 830	- 0,3	34 850	- 0,8
Orne	12 480	+ 0,3	21 620	- 0,1
Seine-Maritime	71 130	- 1,3	120 230	- 0,6
Normandie	167 420	- 0,2	289 220	- 0,5
France métro.	3 440,5	+ 0,1	5 627,9	+ 0,1
(en milliers, données CVS-CJO)				

Source : Pôle emploi - Dares, STMT
*CVS-CJO : Corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables
DE : Demandeurs d'Emploi

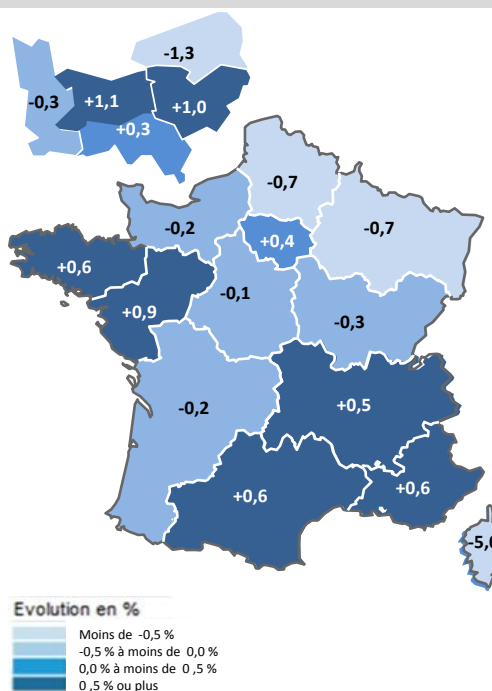
**- 0,2% de demandeurs
d'emploi de catégorie A
sur un trimestre**

Demandeurs d'emploi en catégories A et A, B, C en Normandie



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, Données CVS-CJO
(en milliers)

**Évolution sur un trimestre du nombre
de demandeurs d'emploi de catégorie A par région**



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, Données CVS-CJO

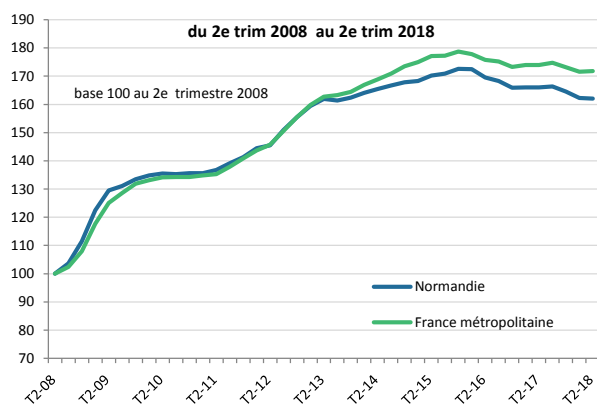
Marché du travail

Demandeurs d'emploi catégorie A au 2e trimestre 2018

Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Ensemble	33 920	31 050	18 830	12 480	71 130	167 420	3 440 500
évolution sur un trimestre	+1,1%	+1,0%	-0,3%	+0,3%	-1,3%	-0,2%	+0,1%
évolution sur un an	-1,0%	-1,2%	-4,0%	-2,7%	-3,1%	-2,4%	-1,3%
Femmes	16 210	15 560	9 310	5 970	34 680	81 720	1 691 800
évolution sur un trimestre	+1,1%	+1,3%	+0,4%	+0,7%	-0,9%	+0,2%	+0,2%
évolution sur un an	+0,8%	+0,6%	-1,7%	-0,3%	-1,0%	-0,4%	+0,5%
Moins de 25 ans	5 480	5 010	3 170	1 940	12 240	27 840	468 500
évolution sur un trimestre	+5,0%	+2,5%	+1,0%	-1,0%	+2,1%	+2,4%	+1,9%
évolution sur un an	+2,4%	+1,6%	-4,5%	-6,3%	-2,1%	-1,2%	-1,5%
Plus de 50 ans	8 490	8 390	5 260	3 480	17 970	43 600	917 700
évolution sur un trimestre	+0,2%	+0,0%	-1,3%	+0,6%	-0,7%	-0,3%	+0,1%
évolution sur un an	-0,8%	-2,1%	-2,2%	+0,0%	-0,8%	-1,2%	+0,2%

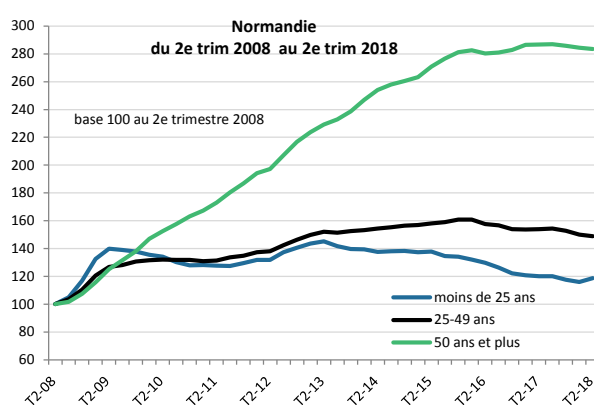
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A)



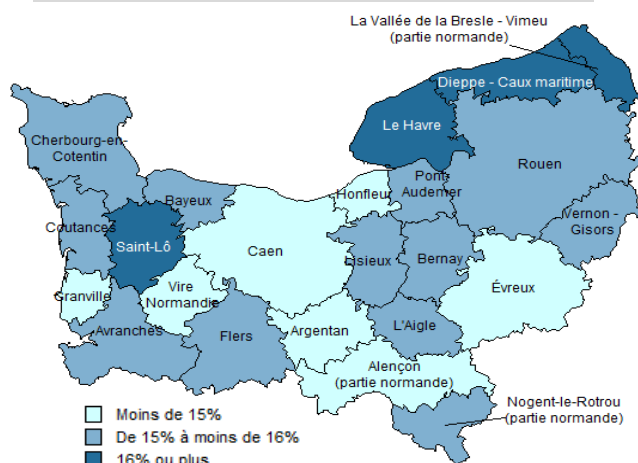
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi par tranche d'âge



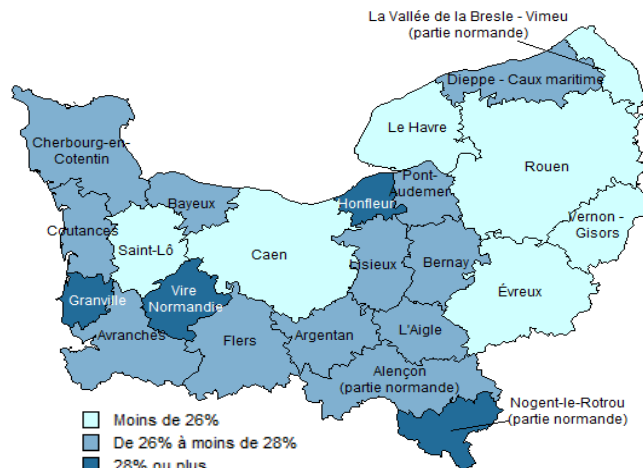
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Part des moins de 25 ans dans la DE catégorie A au 2e trimestre 2018 par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

Part des 50 ans et plus dans la DE catégorie A au 2e trimestre 2018 par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

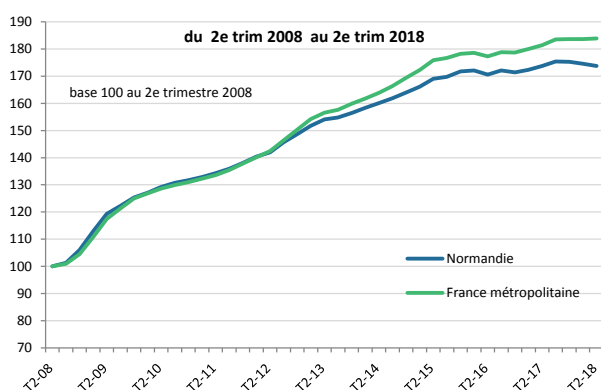
Marché du travail

Demandeurs d'emploi catégories A, B, C au 2e trimestre 2018

Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Ensemble	59 100	53 430	34 850	21 620	120 230	289 220	5 627 900
évolution sur un trimestre	-0,1%	-0,4%	-0,8%	-0,1%	-0,6%	-0,5%	+0,1%
évolution sur un an	+0,4%	-0,2%	-1,5%	+0,4%	+0,3%	+0,0%	+1,4%
Femmes	30 810	28 650	19 180	11 240	61 890	151 770	2 915 500
évolution sur un trimestre	+0,2%	-0,2%	+0,1%	+0,4%	-0,4%	-0,1%	+0,4%
évolution sur un an	+2,4%	+1,3%	+0,5%	+2,8%	+2,3%	+1,9%	+3,0%
Moins de 25 ans	9 100	8 460	5 700	3 450	20 090	46 790	744 900
évolution sur un trimestre	+1,4%	+0,8%	-0,3%	-1,4%	+1,3%	+0,8%	+1,1%
évolution sur un an	+0,4%	+0,7%	-4,7%	-4,2%	+0,4%	-0,6%	-0,0%
Plus de 50 ans	14 050	13 380	9 130	5 620	28 000	70 170	1 418 200
évolution sur un trimestre	+0,1%	+0,1%	-0,1%	+1,3%	+0,4%	+0,3%	+0,8%
évolution sur un an	+2,9%	+1,0%	+1,0%	+2,6%	+2,8%	+2,2%	+3,7%
Inscrits depuis un an et plus	27 490	26 680	16 190	9 950	60 080	140 390	2 611 000
évolution sur un trimestre	+1,1%	+1,0%	+0,4%	+1,2%	+1,9%	+1,4%	+1,6%
évolution sur un an	+6,7%	+4,9%	+2,9%	+5,4%	+6,6%	+5,8%	+7,2%

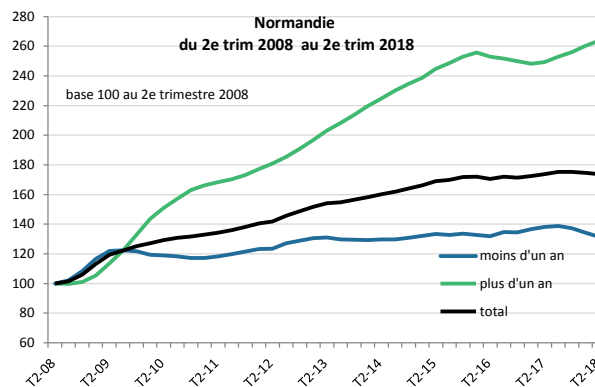
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégories A, B, C)



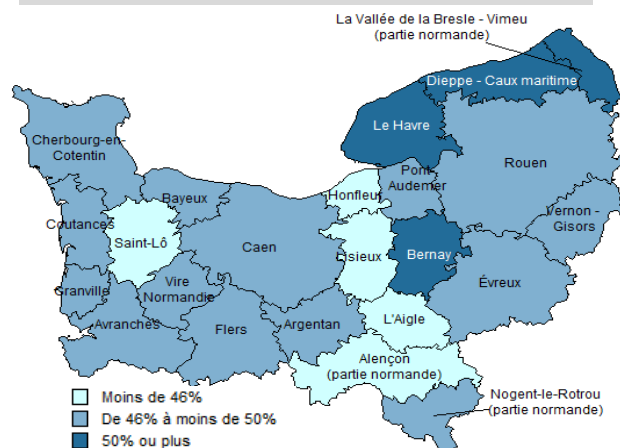
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi par ancienneté



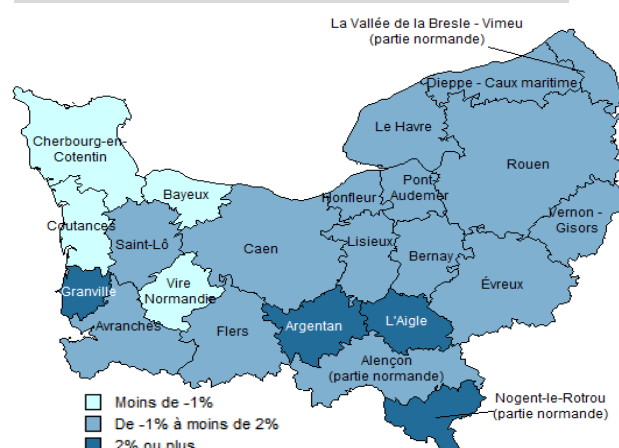
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Part des chômeurs longue durée dans la DE catégories A,B,C au 2e trimestre 2018 par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

Evolution annuelle de la DE catégories A,B,C (2e trim 2017 à 2e trim 2018) par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

Marché du travail

Entrées et sorties de catégories A, B, C

Définition

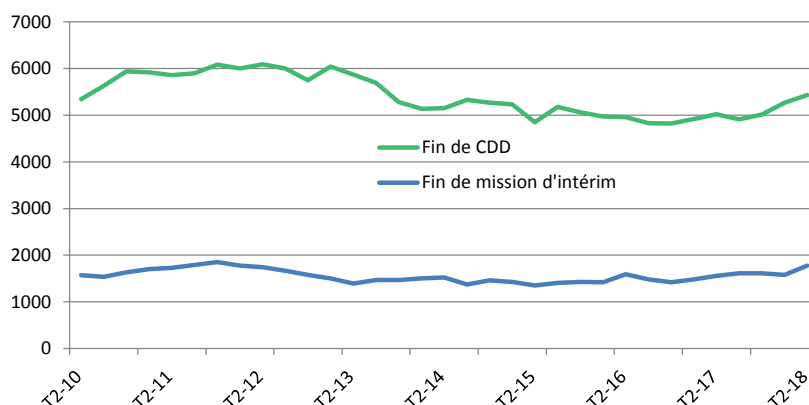
Demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis* sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi selon les catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins dans le mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

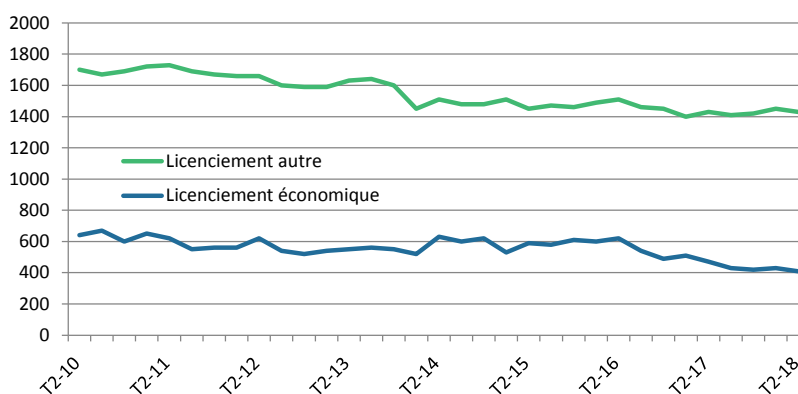
*Cnis : Conseil national de l'information statistique

Entrées à Pôle emploi



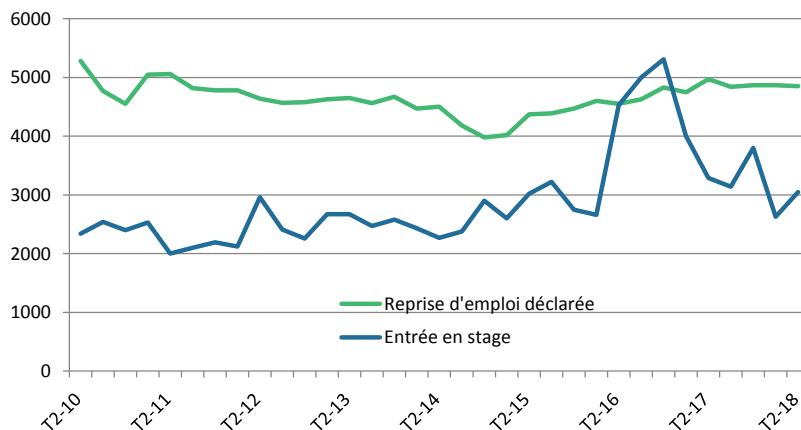
Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données CVS-CJO, moyenne sur les trois derniers mois

Entrées à Pôle emploi suite à un licenciement



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données CVS-CJO, moyenne sur les trois derniers mois

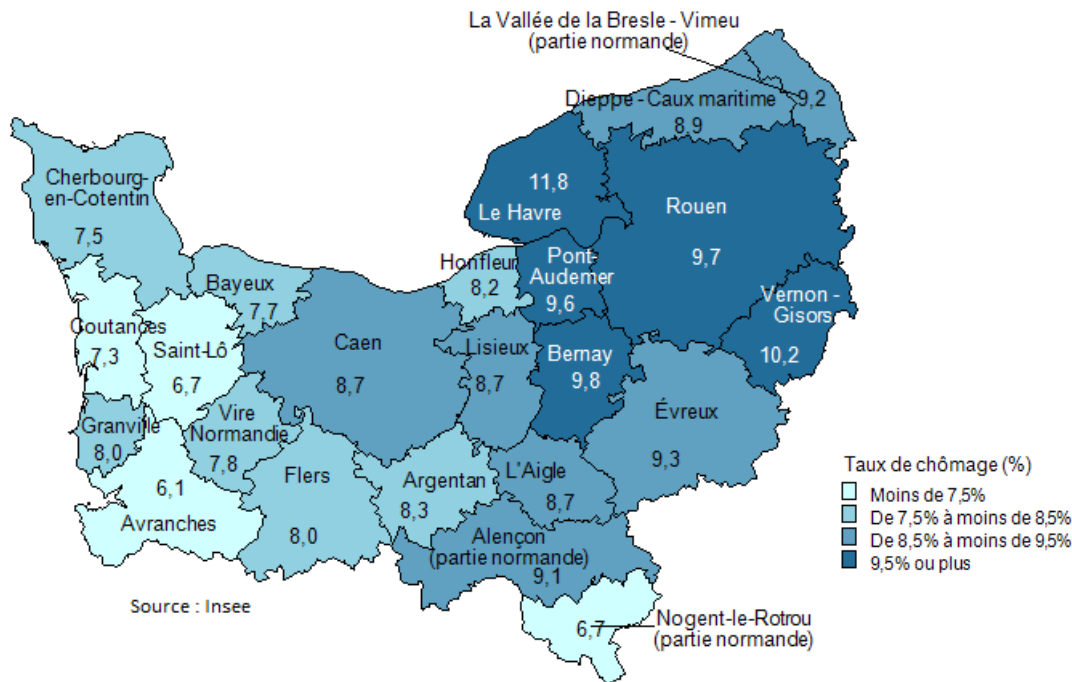
Sorties de Pôle emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données CVS-CJO, moyenne sur les trois derniers mois

Taux de chômage

Par zone d'emploi au 1^{er} trimestre 2018



Source : Insee

	T1 2017	T4 2017	T1 2018	Évolution (en points)	
				Sur un trimestre	Sur un an
Calvados	8,9	8,2	8,5	+ 0,3	- 0,4
Eure	9,8	9,0	9,4	+ 0,4	- 0,4
Manche	7,6	6,9	7,1	+ 0,2	- 0,5
Orne	8,7	8,1	8,3	+ 0,2	- 0,4
Seine-Maritime	10,7	10,0	10,4	+ 0,4	- 0,3
Normandie	9,6	8,9	9,2	+ 0,3	- 0,4
France métro.	9,3	8,6	8,9	+ 0,3	- 0,4

Source : Insee

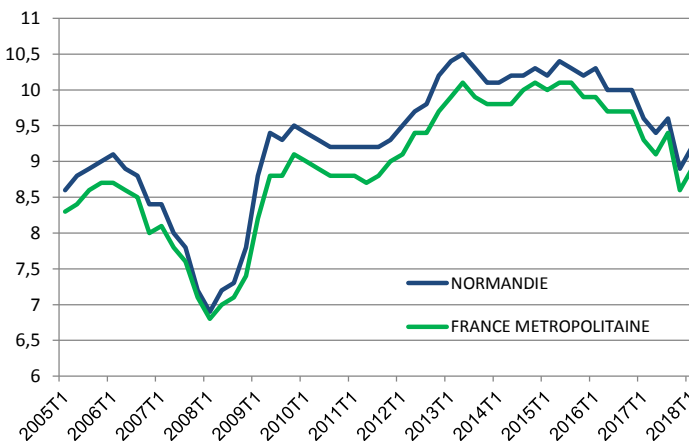
Définition

- **Le taux de chômage au sens du BIT** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active. En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau International du Travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence.
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours,
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler. Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dits "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

Evolution du taux de chômage



Définition

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul, périodicité et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes au chômage et des personnes en âge de travailler (de 15 à 64 ans) en emploi). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Emploi salarié

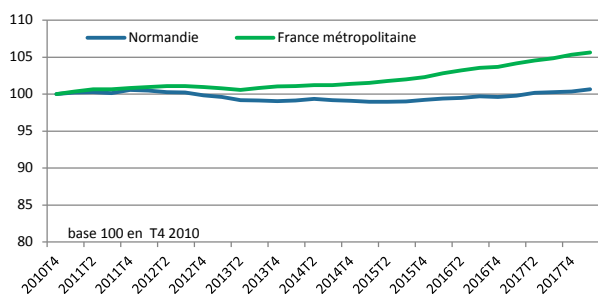
1er trimestre 2018

Données Corrigées des Variations Saisonnières	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Industrie	31 727	37 069	32 588	19 632	74 427	195 444	3 105 101
évolution du trimestre	+0,0%	-0,5%	+0,9%	-0,3%	+0,0%	+0,0%	-0,0%
évolution sur un an	-0,4%	-0,6%	+1,2%	+0,2%	-0,1%	+0,0%	+0,1%
Construction	13 804	9 908	12 079	5 386	28 568	69 745	1 333 398
évolution du trimestre	-0,9%	-0,3%	-1,0%	-1,1%	-0,4%	-0,6%	+0,2%
évolution sur un an	+1,1%	+1,0%	-0,4%	-1,1%	-0,4%	+0,1%	+1,9%
Tertiaire marchand (1)	119 612	68 619	63 432	31 766	206 761	490 190	12 059 940
évolution du trimestre	+0,4%	-0,3%	+0,0%	+1,1%	+0,7%	+0,4%	+0,3%
évolution sur un an	+2,1%	+1,7%	+1,5%	+1,1%	+1,4%	+1,6%	+2,1%
Emploi salarié privé (2)	169 019	117 520	112 462	59 092	312 927	771 020	16 796 013
évolution du trimestre	+0,2%	-0,3%	+0,2%	+0,4%	+0,4%	+0,2%	+0,3%
évolution sur un an	+1,5%	+0,9%	+1,2%	+0,5%	+0,9%	+1,0%	+1,7%
Tertiaire non marchand	86 851	57 374	56 898	32 694	156 116	389 933	7 824 017
évolution du trimestre	+0,1%	-0,1%	+0,4%	-0,2%	-0,2%	-0,0%	+0,1%
évolution sur un an	+0,2%	-0,6%	+0,5%	-1,3%	-0,7%	-0,3%	+0,0%
Emploi salarié total	255 871	174 894	169 360	91 786	469 043	1 160 953	24 620 029
évolution du trimestre	+0,2%	-0,3%	+0,3%	+0,1%	+0,2%	+0,1%	+0,2%
évolution sur un an	+1,1%	+0,4%	+1,0%	-0,1%	+0,3%	+0,6%	+1,2%

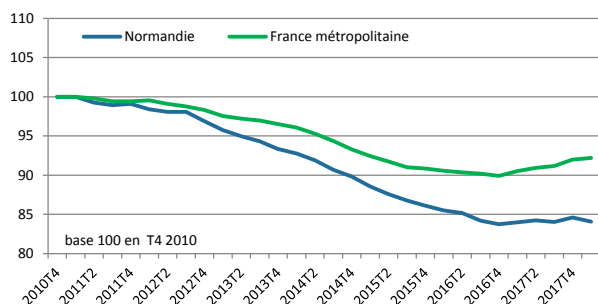
(1): yc intérim (2) : yc salarié agricole

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee

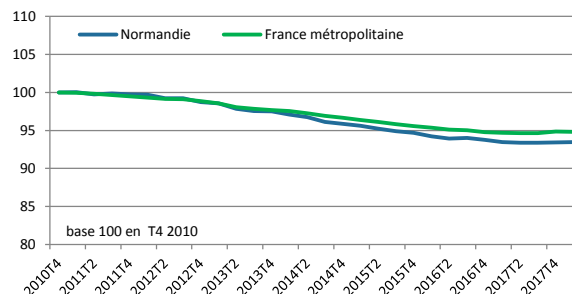
Tertiaire marchand (hors intérim)



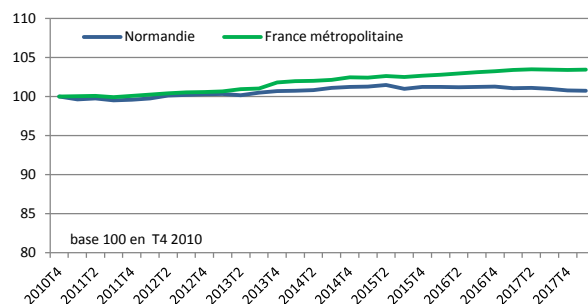
Construction



Industrie



Tertiaire non marchand



Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee

Définition

Depuis le premier trimestre 2017, les données sont établies en coproduction avec l'Acof (champ privé hors intérim) et la Dares (sur l'intérim). À partir de la validité du premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Sont ainsi ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

Les séries sont corrigées des variations saisonnières et les coefficients de correction de variations saisonnières sont révisés chaque trimestre. D'un trimestre à l'autre, les chiffres des trimestres précédents peuvent être révisés.

Avertissement

L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

Les données portent sur l'ensemble de l'économie y compris les nouvelles données portant sur l'agriculture et l'emploi public dans les secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociale), sur la France métropolitaine.

Intérim en équivalent-emplois à temps plein

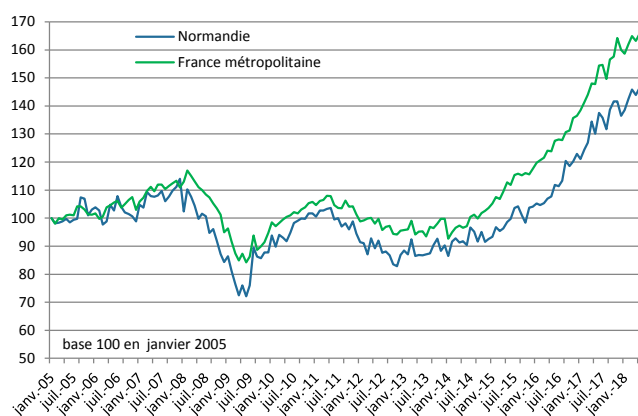
mai 2018

Données Corrigées des Variations Saisonnières	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Industrie	3 411	4 549	2 829	2 454	8 677	21 919	301 122
évolution sur un mois	-3,4%	-0,8%	-1,3%	-0,3%	+0,2%	-0,8%	-1,6%
évolution sur un an	-2,5%	-1,2%	-1,7%	+5,9%	-5,4%	-2,5%	+2,9%
Construction	1 469	648	1 364	340	3 411	7 232	137 787
évolution sur un mois	-4,7%	-0,8%	-8,3%	-5,0%	-3,4%	-4,5%	-4,3%
évolution sur un an	-5,6%	-2,3%	-8,9%	-13,7%	-5,9%	-6,5%	-1,2%
Tertiaire	3 183	2 443	1 283	585	5 205	12 699	323 431
évolution sur un mois	+0,6%	+1,8%	-4,2%	+1,9%	+3,8%	+1,7%	+1,4%
évolution sur un an	+12,8%	+5,8%	+13,7%	+5,9%	+16,2%	+12,5%	+12,0%
Ensemble des secteurs	8 171	7 678	5 531	3 382	17 351	42 113	766 433
évolution sur un mois	-2,0%	+0,1%	-3,8%	-0,4%	+0,6%	-0,7%	-0,8%
évolution sur un an	+2,3%	+1,0%	-0,8%	+3,5%	+0,1%	+0,8%	+5,8%

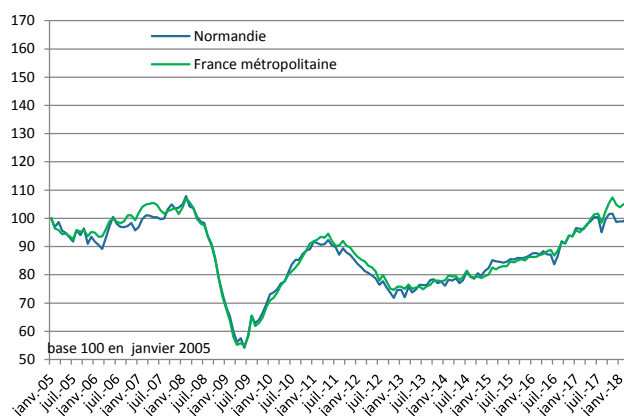
Les statistiques sont établies au lieu de l'établissement utilisateur

Source : Dares, traitements Direccte Normandie

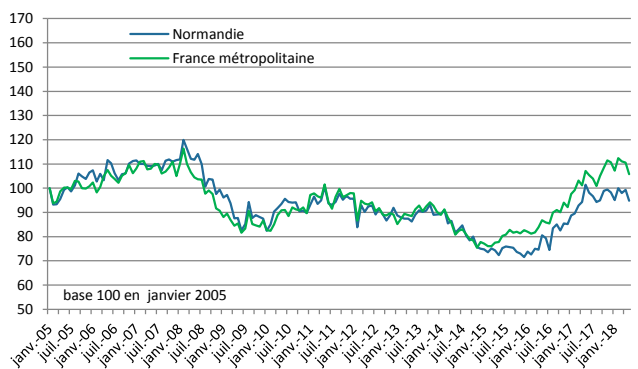
Tertiaire



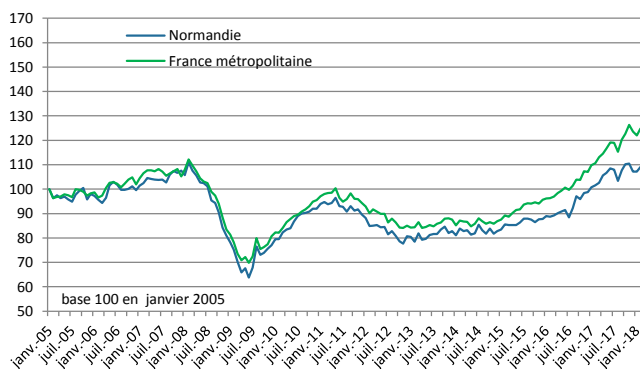
Industrie



Construction



Tous secteurs



Source : Dares, traitements Direccte Normandie

Source

Depuis mi-2016, la source historique des statistiques d'intérim (les relevés mensuels de mission – RMM – adressés à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire) est progressivement substituée par la nouvelle déclaration sociale nominative (DSN). Le taux de substitution se situe, depuis début 2017, à près de 95 %. À partir de cette information mensuelle, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. **Ces statistiques intègrent désormais les CDI intérimaires.** Les séries des principaux indicateurs figurent sur le site du ministère du Travail.

Les indicateurs sur l'intérim sont ventilés selon le secteur et le département des établissements utilisateurs des intérimaires. La nomenclature utilisée pour la description des secteurs utilisateurs est la Nomenclature agrégée (NA) afférente à la nouvelle Nomenclature d'activités française (NAF rév.2). Les données sont régulièrement révisées en raison de l'actualisation des coefficients de correction des variations saisonnières.

Définition

Equivalent-emplois à temps plein (ETP) :

Rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires au nombre total de semaines ouvrées. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent-emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés. À l'inverse, cette mesure de l'équivalent-emplois à temps plein ne prend pas en compte le fait que certaines missions peuvent être à temps partiel.

On pourra parler de « volume de travail temporaire » pour désigner l'équivalent-emplois à temps plein. Cet indicateur donne une idée du volume moyen d'intérim sur le mois, et se différencie donc du nombre d'intérimaires qui donne une idée de stock en fin de mois.

Politiques d'aide à l'emploi

Le PEC : Parcours Emploi Compétences

Au 16 juillet 2018, **2 202 entrées** en Parcours Emploi Compétences en **Normandie**

Parcours Emploi Compétences Demandes d'aides initiales et renouvellements	Objectif physique indicatif 2018 (hors éducation nationale)*	Entrées depuis le 01/01/2018	Taux de prescriptions (%)
Au 16 juillet 2018			
Calvados	1 526	329	21,6
Eure	1 440	442	30,7
Manche	1 033	224	21,7
Orne	611	192	31,4
Seine-Maritime	3 360	1 015	30,2
Normandie	7 970	2 202	27,6
France métropolitaine	136 003	37 116	27,3

Source : Système d'Information Décisionnel (SID) - DGEFP
Données hors éducation nationale

Définition

Parcours emploi-compétences

Les contrats unique d'insertion – contrat d'accompagnement dans l'emploi deviennent le support des parcours emploi compétences.
La mise en œuvre des parcours emploi compétences repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.

* Le suivi du dispositif est calculé au regard de l'objectif fixé dans le cadre de la circulaire du 11 janvier 2018

Caractéristiques des bénéficiaires des PEC

Parcours Emploi Compétences Demandes d'aides initiales et renouvellements	Travailleurs handicapés (%)	Demandeurs d'emploi de longue durée (%)	Bénéficiaires du RSA (%)	Quartiers politique de la ville * (%)
Au 30 juin 2018				
Calvados	20,4	71,8	15,6	7,1
Eure	18,1	69,2	15,6	12,0
Manche	29,3	62,1	18,7	9,1
Orne	21,1	68,4	9,9	7,0
Seine-Maritime	22,2	68,2	31,6	16,2
Normandie	22,7	68,5	23,4	12,1
France métropolitaine	20,2	69,5	19,2	12,9

Source : DGEFP système d'information décisionnel - extranet POP

* l'objectif régional est de 10,8% et national de 13%

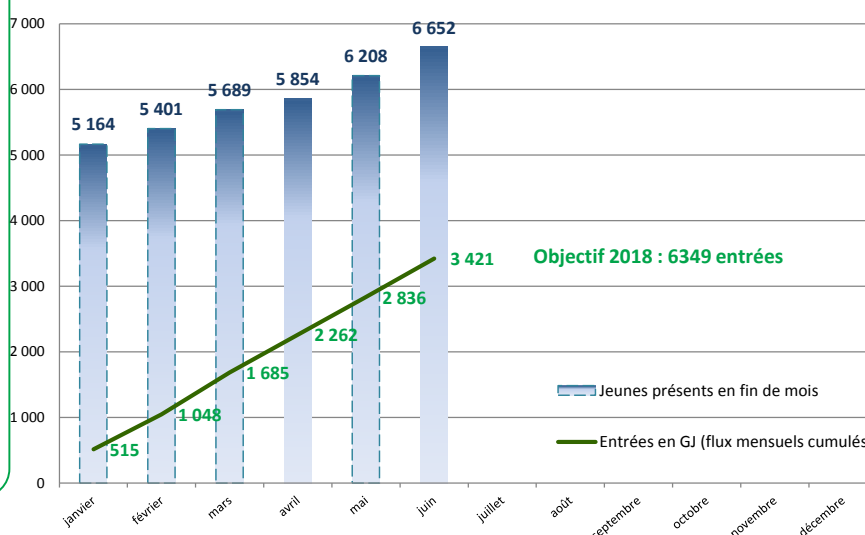
La Garantie Jeunes (GJ)

Définition

La Garantie Jeunes

La Garantie jeunes est un droit ouvert qui s'adresse aux jeunes de 16 à moins de 26 ans, en situation de précarité qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en étude (NEET). Pour favoriser leur insertion dans l'emploi, ils sont accompagnés de manière intensive et collective et bénéficient de mises en situation professionnelle. Cet accompagnement est assorti d'une aide financière pour faciliter leurs démarches d'accès à l'emploi.

Stock en fin de mois et entrées cumulées depuis le début de l'année



Source : I-Milo

Politiques d'aide à l'emploi : la formation en alternance

Campagne 2018 - 2019

Contrats d'apprentissage enregistrés en Normandie
selon le secteur de l'employeur

	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE
2018 - 2019*						
Secteur privé	82	33	153	7	54	329
Secteur public	1	0	0	0	0	1
Ensemble	83	33	153	7	54	330
Campagne 2017 - 2018						
Secteur privé	3 192	2 785	2 779	1 474	5 549	15 779
Secteur public	133	70	61	33	278	575
Ensemble	3 325	2 855	2 840	1 507	5 827	16 354

Sources : Dares, chambres consulaires, unités départementales de la Direccte - traitements : Direccte ESE
NB : Certaines des données renseignées dans ce tableau sont provisoires
Campagne : juin à mai / * Campagne 2018-2019 : Données de juin 2018

Définitions

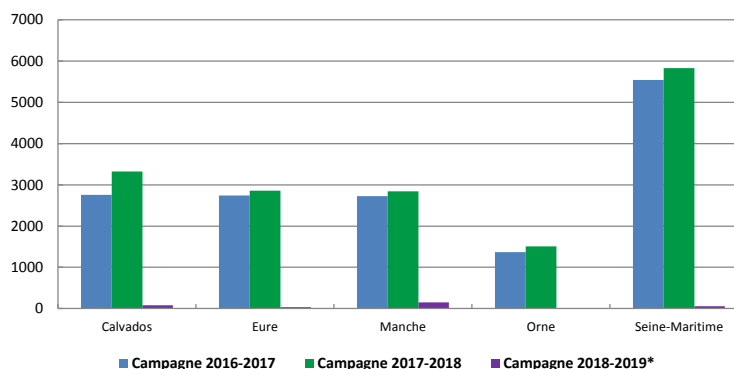
Contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail conclu entre un employeur et un salarié. Son objectif est de permettre à un jeune de suivre une formation générale, théorique et pratique, en vue d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre professionnel. L'apprentissage repose sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en centre de formation d'apprentis (CFA) et enseignement du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat.

Campagne

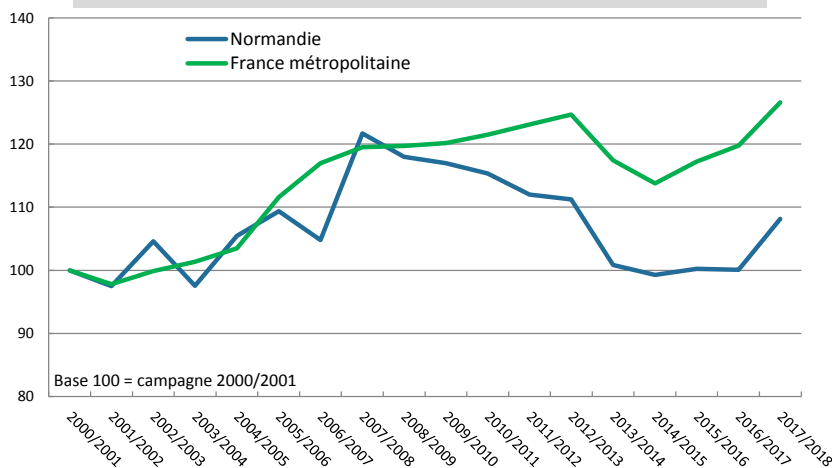
Les contrats d'apprentissage sont comptabilisés sur une « campagne » qui commence en juin et se termine en mai de l'année suivante.

Contrats d'apprentissage enregistrés



Sources : Dares, chambres consulaires, unités départementales de la Direccte - traitements : Direccte ESE
* Campagne 2018-2019 : Données de juin 2018

Evolution du nombre d'entrées en contrats d'apprentissage par campagne



Sources : Dares, chambres consulaires, unités départementales de la Direccte - traitements : Direccte ESE

Mutations économiques

Activité partielle

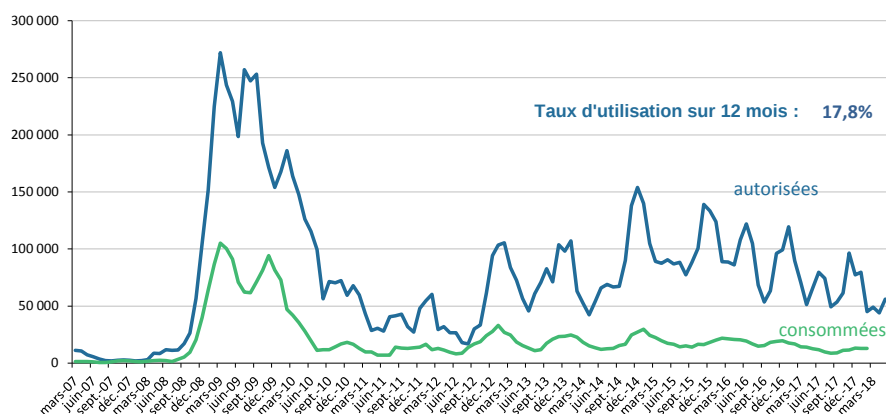
	Nombre de journées autorisées		
	juin 2018	Cumul de juillet 2017 à juin 2018	Variation Cumul/ 12 mois précédents (%)
Calvados	6 663	118 366	- 9%
Eure	3 833	113 272	- 25%
Manche	1 518	65 116	- 54%
Orne	1 226	29 340	- 41%
Seine-Maritime	62 395	414 451	- 15%
Normandie	75 636	740 545	- 23%
France Métro	540 663	7 749 095	- 42%

Source: Direccte , Unités Départementales

Définition

Le dispositif de l'activité partielle (ou chômage partiel) permet aux établissements confrontés à des difficultés temporaires de diminuer ou suspendre leur activité tout en assurant aux salariés une indemnisation pour compenser leur perte de salaire. L'indemnisation, assurée par l'employeur, est partiellement prise en charge par l'État et l'Unédic.

Normandie : nombre de journées



Source : Direccte ESE

Avertissement

En raison de la suppression de l'obligation d'autorisation de mars 2012 à novembre 2012, les données ne sont pas exhaustives sur cette période.

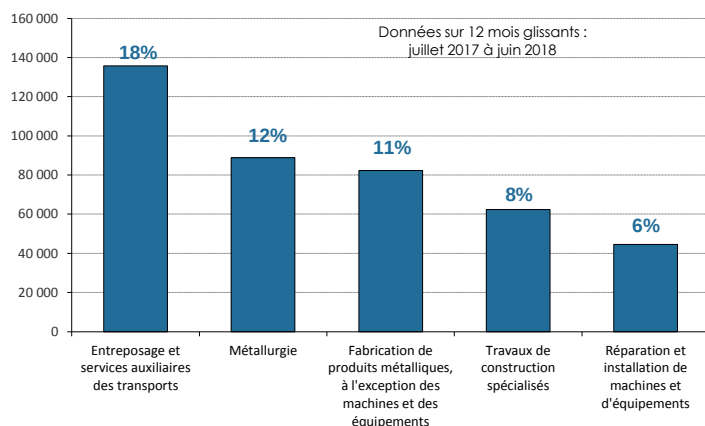
Taux d'utilisation

Il est calculé comme le rapport entre le nombre de journées réellement consommées par l'établissement et le nombre de journées autorisées par l'unité départementale de la Direccte.

NB : pour les journées consommées un recul de 3 mois est nécessaire afin de disposer de données consolidées.

Les 5 secteurs ayant demandé le plus d'activité partielle

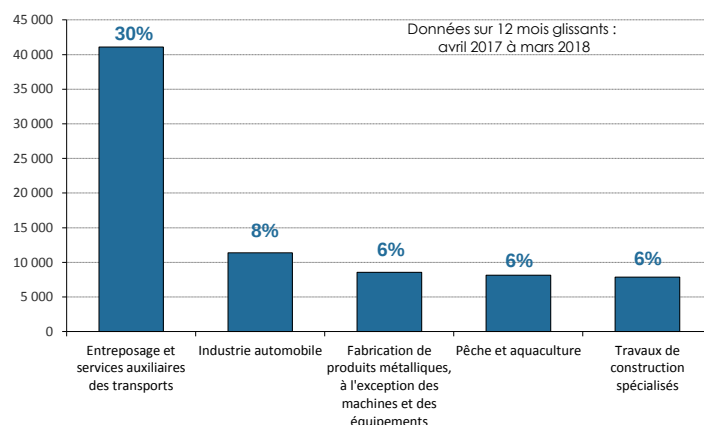
(journées autorisées)



Source: Direccte , Unités Départementales

Les 5 secteurs ayant consommé le plus d'activité partielle

(journées consommées)



Source: Direccte , Unités Départementales

Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE)

2017 / 2018	CALVADOS		EURE		MANCHE		ORNE		SEINE-MARITIME		NORMANDIE	
Nombre de PSE Nombre d'emplois supprimés envisagés	Données au											
	31 juillet 2017	31 juillet 2018	31 juillet 2017	31 juillet 2018	31 juillet 2017	31 juillet 2018	31 juillet 2017	31 juillet 2018	31 juillet 2017	31 juillet 2018	31 juillet 2017	31 juillet 2018
	0	0	4	8	0	0	3	1	10	4	17	13
	0	0	18	227	0	0	183	35	296	180	497	442

Source : Direccte Unités Départementales

Définition

Toute entreprise d'au moins 50 salariés qui procède au licenciement pour motif économique d'au moins 10 salariés sur 30 jours doit élaborer un Plan de Sauvegarde de l'Emploi.

Le PSE regroupe un ensemble de mesures destinées à limiter le nombre de licenciements, notamment par des mesures de reclassement et il est obligatoirement communiqué à la Direccte.

Le nombre d'emplois supprimés envisagés est celui connu au début de la procédure lors de sa déclaration à la Direccte



Retrouvez l'ensemble des publications du Service Études, Statistiques et Évaluation et l'actualité de la Direccte de Normandie en vous rendant sur <http://normandie.direccte.gouv.fr/>
 NORMANDIE STAT'S. Directeur de la publication Gaëtan RUDANT. Rédaction : SESE Direccte de Normandie
 Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie
 Tél : 02 32 76 16 20 / Fax : 02 32 76 16 79 - 14 Avenue Aristide Briand 76108 ROUEN CEDEX 1
 Titre clé : Normandie stat's = ISSN 2556-5745

